

# Alstom : le gouvernement sur la défensive

Le président de la République a estimé que l'État avait pris ses responsabilités.

VALÉRIE COLLET  @V\_Collet

**INDUSTRIE** Au lendemain de l'annonce du plan de sauvetage d'Alstom à Belfort, qualifié au mieux d'« acrobatique » ou « baroque », au pire de « bidouillage », de « bricolage » et d'« hérésie économique », le gouvernement s'est efforcé de faire bloc. Le président lui-même a justifié mercredi la commande des 15 TGV « à petite vitesse », cible de toutes les critiques. « Les choix qui ont été faits, c'est d'assurer par la commande publique, de donner par la commande d'État des plans de charges à des sites et à des entrepri-

dicats pour trouver un avenir au site de Belfort a jugé que la majorité des commandes annoncées mardi « n'étaient en rien nouvelles ». « Elles répondent à un besoin et n'auront pas d'impact sur les finances publiques », a-t-il affirmé. Il est vrai que ces achats sont réglés par SNCF Mobilités (les six TGV Paris-Milan) et SNCF Réseau (les 20 locomotives de dépannage). Ces deux entreprises publiques sont déjà très endettées.

Quant aux 15 TGV condamnés à rouler sur des lignes classiques, le secrétaire d'État a tenté de convaincre qu'il s'agissait là d'un « intérêt économique de long terme ».

Christophe Sirugue a déclaré qu'Alain Vidalies, son collègue secrétaire d'État aux Transports,

avait, dès février 2016, annoncé que l'État commanderait du matériel roulant pour les lignes d'équilibre du territoire, ces lignes classiques gérées par l'État. « Il n'y a donc

pas de commandes supplémentaires », a-t-il justifié. Sauf qu'à l'époque Alain Vidalies n'avait pas annoncé d'achat de TGV, dont chaque rame coûte 30 millions d'euros,

alors qu'un train Intercités ne dépasse pas 20 millions d'euros.

Christophe Sirugue a aussi biaisé sur la question des TGV qui rouleront sur des lignes classiques en rappelant que c'était « déjà le cas ». Sans doute, puisqu'un grand nombre de lignes empruntées par les TGV circulent à la fois sur des portions de LGV et sur des lignes classiques. Christophe Sirugue a aussi assuré que le surcoût d'exploitation de ces TGV par l'opérateur ferroviaire serait compensé par une maintenance moins chère, puisque « ce matériel existe déjà »... Faute d'arguments économiques solides, le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, a dû se contenter de fustiger « les chafoutins », « les mélancoliques », « les comptables en robes ». ■

## La Bourse boude le sauvetage de Belfort

Depuis la présentation du plan de sauvetage du site de Belfort par le gouvernement, l'action Alstom ne cesse de baisser. Elle a perdu 0,70 % lundi et a encore abandonné 0,79 % mardi, alors que dans le même temps le CAC 40 a progressé. Loin de se réjouir de l'annonce d'une commande publique, les

investisseurs sont réservés sur cette opération qui ressemble à un soutien artificiel de l'emploi dans la région. Avec un carnet de commandes de 30 milliards d'euros, la promesse de 500 millions supplémentaires ne change fondamentalement pas le plan de charge des usines. Les boursiers redoutent

que l'État, qui détient 20 % des droits de vote par l'intermédiaire d'une opération de prêt temporaire de titres auprès de Bouygues, s'immisce dans la stratégie du groupe. Ils auraient préféré que l'État laisse Alstom mener à terme la restructuration des sites de production en difficulté. R.L.

« L'État fait en sorte que nous puissions à la fois maîtriser nos finances publiques et assurer la pérennité de l'entreprise »

FRANÇOIS HOLLANDE

ses qui en ont le plus besoin, a souligné François Hollande en visite à Gagny (Seine Saint-Denis) au centre de recherche du groupe Safran. Certains se posent toujours des questions : quand l'État est absent, on met en cause son inertie, et quand l'État est présent, on s'interroge sur les moyens dont il dispose pour assurer l'avenir. » Dans le cas d'Alstom, « l'État a pris ses responsabilités et fait en sorte que nous puissions à la fois maîtriser nos finances publiques et assurer la pérennité de l'entreprise ».

Additionné par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, Christophe Sirugue, secrétaire d'État à l'Industrie, a pris à contre-pied les « choses surprenantes » lues dans la presse mercredi matin. Celui qui avait réuni autour de lui les dirigeants d'Alstom, les élus et les syn-